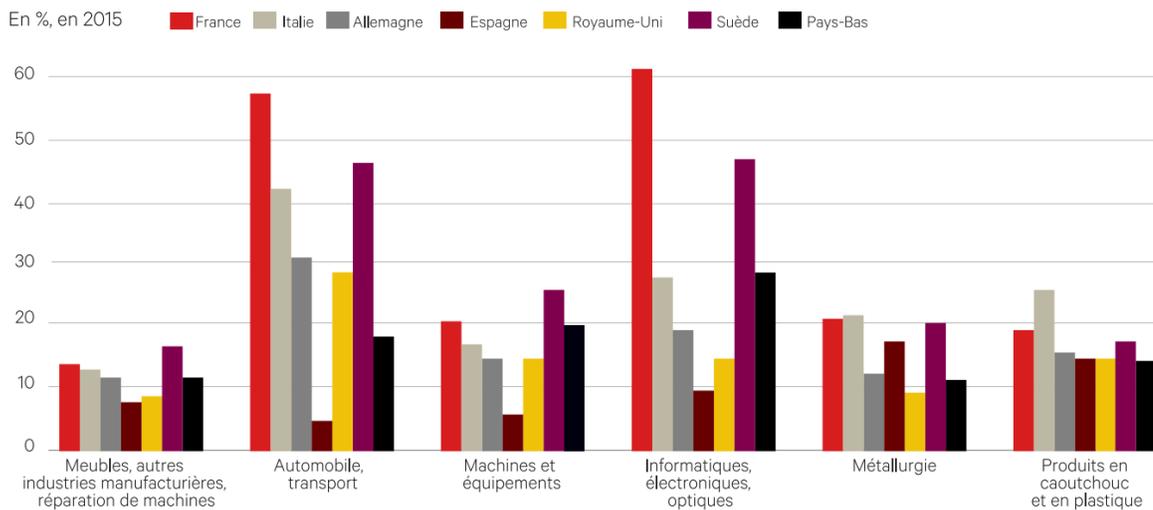


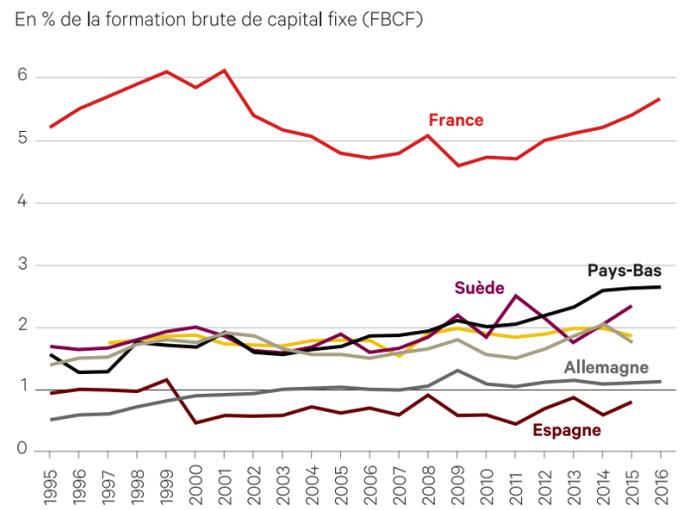
Pourquoi les entreprises investissent beaucoup mais créent peu d'emplois

- Moins compétitives, les entreprises françaises investissent pourtant plus que leurs voisines européennes.
- Mais ces investissements se font davantage sur l'innovation et la conception des produits que sur leur fabrication.

L'investissement des entreprises globalement élevé en France dans l'industrie manufacturière...



... et dans le secteur des logiciels



LES ÉCHOS / SOURCE : EUROSTAT

INVESTISSEMENT

Marie Bellan
@mbellani

Les entreprises françaises investissent trop peu. Combien de fois a-t-on entendu cette critique à l'égard des acteurs économiques de l'Hexagone ? Et si c'était tout le contraire ? L'étude sur le sujet publiée ce vendredi par la Fabrique de l'industrie, l'OFCE et France Stratégie, dont « Les Echos » ont obtenu copie, bat en brèche plusieurs idées reçues.

Premier constat : les dépenses d'investissement des entreprises françaises sont en réalité plus élevées que chez la plupart de nos voisins européens, à commencer par l'Allemagne. En 2016, ces dépenses représentaient 25,7 % de la valeur ajoutée en France contre 19 % en Allemagne. Ce constat se décline dans la plupart des grands secteurs d'activité, à l'exception notable de l'agriculture, où le taux d'investissement est depuis une dizaine d'années bien moindre en France que de l'autre côté du Rhin, pour des raisons qui tiennent essentiellement à la taille des entreprises.

Dans le secteur manufacturier, au contraire, la France affiche un taux d'investissement de 25,7 %

contre 19 % en Allemagne. Seule la Suède, en Europe, fait mieux que la France sur ce segment. Et si la France avait la même composition que l'industrie allemande, on obtiendrait, selon l'étude, un taux d'investissement encore plus élevé, de 35,2 %. Le problème, c'est que cet effort d'investissement important ne se retrouve pas dans les données macroéconomiques usuelles, qu'il s'agisse des chiffres du commerce extérieur ou de ceux de la productivité française. « Le paradoxe de l'investissement français peut venir du fait que nos investissements sont concentrés sur les actifs immatériels. Or, les effets positifs de ce type d'investissement sont en général longs à se matérialiser », note Sarah Guillou,

« Leur schéma d'investissement tarde à porter ses fruits pour la France au niveau macroéconomique, notamment en termes d'emploi. »

RÉMI LALLEMENT
Chef de projet à France Stratégie

économiste à l'OFCE et coauteur de l'étude. La part des investissements en logiciels et bases de données des industries manufacturières françaises atteint 21,2 %, là où l'Allemagne n'est qu'à 5,5 % et l'Espagne à 4,3 %.

En revanche, les entreprises tricolores investissent peu dans les machines et les équipements, et, quand elles le font, il s'agit davantage de renouveler des équipements que de moderniser les capacités de production. Le dispositif de suramortissement mis en place à la fin du quinquennat Hollande n'a amélioré ce constat qu'à la marge. Et le nouveau dispositif voté dans le budget 2019 devrait avoir des effets modérés également.

Préférence pour l'immatériel

Cette préférence française pour l'immatériel s'explique par la fiscalité. « Le fait que le crédit impôt recherche soit un dispositif stable depuis des années induit des comportements de long terme qui façonnent le tissu économique », souligne Sarah Guillou. Pour optimiser leur investissement, les entreprises françaises ont donc plutôt tendance à concevoir leurs produits en France, avec des équipes de chercheurs, de designers et de concepteurs, tout en délocalisant leur pro-

duction dans des pays à moindre coût. L'industrie automobile est un parfait exemple de cette répartition des tâches. La conséquence de cette préférence pour la conception et l'innovation, au détriment de la production, donne de piètres chiffres à l'exportation pour les entreprises manufacturières françaises, mais leur rentabilité n'en est pas pour autant touchée, au contraire. « Les entreprises françaises font des choix économiques rationnels, à leur échelle et, d'ailleurs, la rentabilité des grands groupes est au plus haut depuis cinq ans. Mais leur schéma d'investissement tarde à porter ses fruits pour la France au niveau macroéconomique, notamment en termes d'emploi », estime Rémi Lallement, coauteur de l'étude et chef de projet à France Stratégie.

En d'autres termes, l'économie de l'immatériel, qui est essentielle pour que la France soit compétitive dans le futur, reste pauvre en emplois. « Il faut bien sûr miser sur l'intelligence, l'économie de la connaissance, mais l'enjeu est de combiner mieux ces éléments avec les activités de fabrication et non d'aller vers une "France sans usines" », conclut Rémi Lallement.

Lire l'éditorial de Jean-Marc Vittori
Page 10

Agroalimentaire : des investissements en chute libre depuis cinq ans

Des taxes ciblées en hausse, des prix des matières premières élevés et des années de guerre des prix entre distributeurs ont laminé les capacités d'investissement des entreprises du secteur.

Marie-Josée Cougard
@CougardMarie

Depuis 2013, l'investissement est en berne dans le plus gros secteur de l'industrie française. L'agroalimentaire, qui a totalisé un chiffre d'affaires de 174 milliards d'euros en 2018 et contribue à hauteur de 15 % au PIB, a cessé d'investir depuis 2013. Pour l'Ania (Association nationale des industries alimentaires), le secteur est ébranlé par la hausse du prix des matières premières, « une fiscalité record » et des années de guerre des prix entre les enseignes de distribution qui a abouti à quatre ans de déflation. Le taux de marge des IAA (industries agroalimentaires) a atteint son plus bas niveau en quarante ans.

Seules deux entreprises sur dix exportent

Une situation coûteuse en termes de compétitivité à l'export. Sur les quinze dernières années, les exportations françaises n'ont, en moyenne, progressé que de 3,3 % par an (1,1 % en 2018), quand elles augmentaient de 6,5 % en Allemagne et en Espagne et de 5,8 % en Italie, selon les Douanes. Seulement deux entreprises françaises sur dix vendent à l'étranger quand, en Allemagne, elles sont huit sur dix. Un véritable cercle vicieux, car

plus elles dépendent de la grande distribution, plus elles s'affaiblissent et moins elles ont de chances de trouver des forces ailleurs. En Allemagne, le poids des enseignes est nettement moindre. Depuis 2007, la France est le seul pays d'Europe où la valeur ajoutée du secteur a plongé (-14,5 %), alors que dans le même temps elle gagnait 14 % dans l'ensemble de l'Union européenne. A cela s'ajoute une pression fiscale record selon l'Ania, résultant depuis 2010 d'un empilement de taxes ciblées sur les boissons sucrées, la bière et les spiritueux. Au total, les entreprises du secteur paient plus de 6 milliards d'euros d'impôts, ce qui fait de la France « une exception européenne », dit l'Ania. Sur la période 2010-2016, ces recettes ont bondi de 38 % quand elles diminuaient de 20 % en Italie et de 1 % en Allemagne.

Autre source de difficultés pour l'industrie agroalimentaire tricolore : le coût du travail reste plus élevé. La part des charges dans une heure de travail atteint 32,8 % contre 26,5 % en moyenne dans l'Union européenne, en dépit des baisses de charges importantes qui ont été consenties en France (CICE, pacte de responsabilité) sur l'ensemble des entreprises. Enfin, la taille des entreprises agroalimentaires françaises joue contre elles. Elles sont une kyrielle de petites entités. Sur les 17.647 entreprises agroalimentaires, on compte... 77 % de très petites entreprises et 21 % de PME. Elles n'ont pas les moyens de financer des équipes à l'étranger pour se lancer dans l'aventure de l'exportation et les initiatives de regroupement pour le faire sont rarissimes. ■

L'automobile a délocalisé dans les pays à bas coûts

La production de voitures dans l'Hexagone a baissé de près de 40 % entre 2005 et 2017.

Anne Feitz
@afeitz

Cap sur l'Europe de l'Est et l'Afrique du Nord : l'automobile est emblématique des secteurs ayant largement délocalisé leurs usines vers des pays à bas coût depuis vingt ans. Evoquant notamment le niveau élevé des charges sociales et l'absence de compétitivité de leur outil industriel sur le sol français, Renault et PSA y ont sensiblement réduit leur production : il s'est assemblé dans l'Hexagone près de 40 % de voitures en moins en 2017 qu'en 2005 (2,2 millions contre 3,5). Globalement, le secteur a perdu plus de 100.000 emplois sur la période, selon les estimations de COE-Rexcode.

Le Losange produit désormais la Clio, sa voiture la plus vendue en Europe, en Turquie, et possède aussi des usines en Slovaquie, en Roumanie, ou encore au Maroc. Il ne produit



PSA réalise encore un tiers de sa production en France.
Photo Sébastien Bozon/AFP

plus que 20 % de ses véhicules dans l'Hexagone. De son côté, PSA, qui réalise encore un tiers de sa production en France (hors Opel), a fermé son usine d'Aulnay en 2012, et produit la Citroën C3 en Slovaquie. Les deux constructeurs tricolores possèdent aussi de grosses usines en Espagne.

L'hémorragie a toutefois été ralentie, sinon stoppée, depuis le début de la décennie. Les deux constructeurs français ont signé des accords avec leurs représentants syndicaux, s'engageant à investir dans leurs usines françaises et à y maintenir des niveaux minimaux

de production (1 million pour PSA, 750.000 pour Renault).

Voiture du futur

L'automobile reste par ailleurs grand pourvoyeur d'investissements dans la R&D. Selon les dernières statistiques sur la recherche compilées par le CCFA (Comité des constructeurs français d'automobiles), c'est le deuxième secteur (derrière la construction aéronautique et spatiale) pour les dépenses en R&D, avec 5,2 milliards d'euros en 2015.

Avec leurs centres dédiés (à Guyancourt pour Renault, à Vélizy pour PSA), les deux constructeurs ont figuré parmi les premiers déposants de brevets dans l'Hexagone en 2017. C'est aussi le cas des équipementiers comme Valeo ou Faurecia, qui déploient également de gros efforts sur la voiture du futur, électrique, autonome et connectée. Selon le CCFA, les effectifs R&D de la branche automobile en France représentaient 32.000 personnes en 2015 (dont 19.000 chercheurs), un chiffre toutefois en baisse de 3 % par rapport à 2003. ■



La part des charges dans une heure de travail atteint 32,8 % contre 26,5 % en moyenne dans l'Union européenne.
Photo Jean-François Monier/AFP